

Vidéo : Huawei embarque Dailymotion

Huawei poursuit sa quête de nouveaux partenaires pour contrer [les mesures de boycott](#) des Etats-unis à son encontre. Et les acteurs de la French Tech trouvent leur place dans l'écosystème du géant chinois.

[Après Qwant](#) en mars, c'est au tour de Dailymotion (propriété de Vivendi) : » Huawei Video intègre désormais la solution technologique vidéo de Dailymotion dans son application : un player vidéo et un catalogue important de vidéos locales et internationales *via* l'API Dailymotion, ainsi qu'une solution de monétisation de l'inventaire vidéo. » explique un [communiqué](#) commun.

Dailymotion sur les smartphones et tablettes de Huawei/Honor

Huawei Vidéo est accessible sur les smartphones Huawei et Honor ainsi que sur les tablettes.

« Nous sommes très heureux de proposer notre service Huawei Video afin que les utilisateurs du monde entier puissent découvrir, à tout moment et n'importe où, les vidéos et les films de nos partenaires, y compris le contenu Dailymotion. Nous nous engageons à offrir plus de choix aux utilisateurs et espérons leur apporter un peu de réconfort en cette période », Jervis Su, Vice President of Mobile Services, Huawei Consumer Business Group.

Le groupe chinois vit dans l'expectative depuis mai 2019 et l'application du [texte](#) qui interdit à quiconque aux États-Unis d'utiliser des technologies d'information et de communication issues d'entités ayant des liens avec l'étranger et susceptibles de représenter une menace pour la sécurité nationale.

Les mesures édictées ne visent pas nommément le groupe chinois. Mais celui-ci en est bien la principale cible. Donald Trump a prolongé d'un an l'ordre exécutif qui interdit aux entreprises américaines d'utiliser des technologies Huawei. Le département du Commerce lui a toutefois accordé une exception, sous la forme d'une licence temporaire couvrant des transactions spécifiques.

Ladite licence était [entrée en vigueur le 20 mai 2019](#), initialement pour 90 jours. [Régulièrement renouvelée](#) depuis lors, elle devrait à nouveau l'être d'ici à sa date d'expiration, [fixée au 15 mai 2020](#).

Objectif : assurer une continuité d'activité pour les opérateurs télécoms ruraux qui se sont tournés – essentiellement pour des raisons économiques – vers les équipementiers chinois.